circonscription de Charlesbourg, monsieur le Président, au coeur du Parc des Laurentides, se trouve un véritable laboratoire à ciel ouvert, le bassin calibré du lac Laflamme.

Dans le cadre des études sur le transport à distance des polluants atmosphériques, Environnement Canada et ses partenaires de trois universités québécoises, Laval, McGill, Université du Québec, INRS-EAU, travaillent depuis plus de trois ans à l'élaboration d'un modèle complexe pour prédire l'impact des eaux de fonte acides sur le milieu aquatique et les organismes qui y vivent.

Grâce au travail de cette équipe de recherche dynamique, le modèle intégré, aspects quantitatif et qualitatif, a été vérifié avec les données recueillies sur le terrain lors de la fonte printanière au lac Laflamme.

Les efforts de recherche se poursuivent maintenant à l'extérieur du bassin calibré, car le modèle est utilisé actuellement dans un projet pour prédire la réponse régionale des eaux de fonte aux effets des précipitations acides sur tout le territoire du sud du Québec.

Ce laboratoire à ciel ouvert permet également aux chercheurs d'Environnement Canada de suivre dans le temps, l'évolution de la qualité des précipitations et de l'eau de surface et de mettre ainsi en évidence les effets bénéfiques de la mise en place du programme fédéral-provincial de réduction des émissions des oxydes de soufre.

Des progrès considérables ont été réalisés dans la façon de faire face aux problèmes reliés à l'eau d'intérêt prioritaire, tels les effets des pluies acides sur les écosystèmes aquatiques, la contamination par les toxiques, les changements climatiques et la gestion de la demande en eau municipale et industrielle.

Monsieur le Président, le gouvernement fédéral entend maintenir son rôle de chef de file dans la direction scientifique et continuer de promouvoir la collaboration avec les provinces dans le but d'harmoniser les efforts.

À ce titre, le plan d'action Saint-Laurent et la création du Centre Saint-Laurent à Montréal qui amènera le gouvernement fédéral à verser 100 millions de dollars au cours d'une période de cinq ans pour la dépollution, la protection, la restauration et la conservation du fleuve, sont un exemple de l'accroissement des efforts fédéraux-provinciaux en vue d'une coopération et d'une concertation efficace entre des partenaires multiples.

Le gouvernement reconnaît également la dimension eau/économie et concentrera ses efforts pour maintenir un équilibre entre les demandes socio-économiques croissantes et la capacité continue de nos ressources en eaux douces, afin d'y répondre dans une perspective de développement économique durable.

Initiatives parlementaires

[Traduction]

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, il ne faut pas s'étonner que le député d'Okanagan—Shuswap se sente obligé de présenter une pareille motion, étant donné la performance pitoyable du gouvernement en matière d'eau.

En novembre 1984, le budget d'Environnement Canada a été amputé de 45 millions de dollars, avec réduction de 25 p. 100 à celui du Service canadien de la faune et suppression de programmes divers comme l'étude portant sur le goéland des Grands Lacs. Le gouvernement a été bien conseillé, mais a refusé d'agir. En septembre 1985 le rapport de la commission d'enquête sur la politique fédérale de l'eau, dirigée par Peter Pearse, a donné au gouvernement le plan d'une politique fédérale de l'eau.

Mais en 1987 le ministre de l'époque publiait une collection hétéroclite de déclarations d'une page, baptisée du titre optimiste de *Politique fédérale relative aux eaux*. On y trouvait une description des problèmes qui se posent au Canada, mais sans solution véritable. On y lisait la promesse d'un éventuel projet de loi destiné à garantir la qualité de l'eau potable, mais uniquement dans les zones de compétence fédérale. Cette promesse, recyclée dans le discours du Trône d'avril 1989, est de nouveau recyclée dans le document de concertation publié récemment par l'actuel ministre de l'Environnement. Autant de promesses non tenues, ce qui est la marque du gouvernement.

Aujourd'hui, le Canada n'a pas encore de loi type en matière d'eau, ni de politique nettement définie. Le document de 1987 promettait de renforcer la législation fédérale de façon à interdire l'exportation de l'eau. Le document de 1987 promettait de renforcer la procédure d'approbation prévue à la Loi sur la protection des eaux navigables. Deux ans et demi après, le barrage de l'Oldman vient de faire l'objet d'une décision judiciaire, pour la raison que le ministre des Transports ne respecte pas les directives concernant l'évaluation environnementale.

Au lieu des renforcements promis, le gouvernement ne nous donne que des faiblesses. Et pour empirer les choses, voilà maintenant un mois que la Cour fédérale a rendu sa décision et le gouvernement refuse toujours de s'y plier. Quelle hypocrisie!

La conclusion qui s'en dégage, c'est qu'une tendance alarmante se manifeste dans le dossier de l'eau. Le gouvernement réduit les dépenses de recherche, il ne tient pas la promesse faite depuis 1985 de présenter un nouveau projet de loi, et il fait preuve de laxisme dans l'application de la législation existante. Malheureusement, cette tendance n'est que trop caractéristique de la politique gouvernementale d'ensemble en matière d'environnement.

Prenez par exemple le mythe du projet de loi de l'évaluation environnementale. Le Parti progressiste